

INVESTISSEMENTS EN AGRICULTURE ET EN TRANSFORMATION ALIMENTAIRE AU QUÉBEC, AU CANADA ET AUX ÉTATS-UNIS DE 2012 À 2023

Les États-Unis représentent à la fois le principal marché d'exportations internationales de produits alimentaires du Québec et du Canada ainsi que le principal pays étranger fournisseur d'aliments importés sur leurs marchés. En 2023, les exportations internationales bioalimentaires du Québec et du Canada vers les États-Unis se sont élevées à respectivement 8,1 milliards de dollars (G\$) (68 % du total bioalimentaire) et 60,8 G\$ (60 %). Les importations bioalimentaires en provenance des États-Unis ont, de leur côté, atteint 1,8 G\$ au Québec (18 % du total bioalimentaire) et 37,5 G\$ au Canada (55 %). Ainsi, les trois régions sont étroitement liées en ce qui a trait à leurs échanges commerciaux bioalimentaires, d'où l'intérêt de se pencher sur leur position concurrentielle. Comme les investissements sont au cœur des stratégies des entreprises, qui doivent entre autres investir pour améliorer leur compétitivité et leur position sur les marchés, ce numéro de *BioClips* propose de réaliser un portrait de leur évolution en agriculture et en transformation alimentaire¹ de 2012 à 2023.

La structure de l'agriculture et de la transformation ainsi que la taille de l'économie diffèrent dans les trois territoires étudiés. Pour en tenir compte, la croissance relative des sommes investies, l'effort d'investissement par emploi et par dollar de produit intérieur brut (PIB) réel et le stock net de capital généré par ces sommes ont été retenus pour l'analyse. Voici un aperçu des différences entre territoires.

L'AGRICULTURE ET LA TRANSFORMATION ALIMENTAIRE ONT UN POIDS ÉCONOMIQUE SUPÉRIEUR AU QUÉBEC ET AU CANADA

En 2023, alors que la taille de l'économie aux États-Unis était 12,8 fois plus importante qu'au Canada², les recettes agricoles du marché l'étaient 7,4 fois et les livraisons manufacturières 8,9 fois. Ainsi, le poids de l'agriculture et de la transformation alimentaire dans l'ensemble de l'économie était plus élevé au Québec (3,3 % du PIB réel total) et au Canada (3,2 %) qu'aux États-Unis (1,9 %).

Tableau 1. Structure de l'agriculture et de la transformation alimentaire au Québec, au Canada et aux États-Unis³, en 2023

	Québec	Canada	États-Unis
Agriculture			
Emplois (k)	52,5	256,4	1 174,5
Investissements (G\$ CA)	1,7	9,8	81,0
PIB réel (G\$ CA* et US**) ³	4,7*	32,0*	148,1**
Recettes du marché (G\$ CA)	11,8	93,0	684,0
Part des productions animales	59 %	40 %	48 %
Part des productions végétales	41 %	60 %	52 %
Transformation alimentaire			
Emplois (k)	74,6	313,6	2 122,9
Investissements (G\$ CA)	1,2	5,3	72,7
PIB réel (G\$ CA* et US**) ³	9,8*	37,6*	283,8**
Livraisons manufacturières (G\$ CA)	39,9	176,4	1 575,3
Part des produits de viande	20 %	24 %	25 %
Part des produits laitiers	19 %	12 %	12 %
Part des boissons et du tabac	16 %	11 %	18 %
Part des céréales et des oléagineux	5 %	13 %	10 %
Part des autres sous-secteurs	41 %	40 %	35 %

k : en milliers; G : en milliards; \$ CA ou * : dollar canadien; \$ US ou ** : dollar américain.

Sources : Statistique Canada; Banque du Canada; Federal Reserve Bank of St. Louis, Economic Research Division; United States Department of Agriculture, Economic Research Service; United States Department of Commerce, Bureau of Economic Analysis; United States Bureau of Labor Statistics; compilation et estimations du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation.

Le Québec se distingue dans les productions animales et la fabrication de produits laitiers, alors que le Canada mise davantage sur les productions végétales ainsi que la transformation des céréales. En termes de parts des productions animales et végétales, l'agriculture aux États-Unis se trouve à mi-chemin entre celles du Québec et du Canada. En transformation, la structure américaine est proche de la structure canadienne, avec toutefois une part plus élevée pour les boissons et le tabac, comme au Québec.

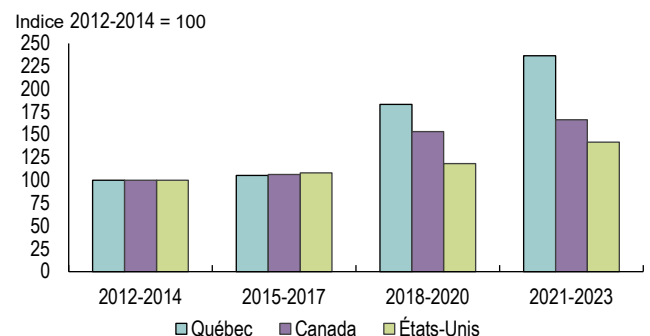
À propos des données sur les investissements

Les données sur les investissements (provisaires pour l'année 2023) incluent les dépenses pour la construction de bâtiments non résidentiels, la machinerie et le matériel, les travaux de génie ainsi que la propriété intellectuelle. Comme les investissements sont influencés par divers éléments (ex. : taux d'intérêt, programmes gouvernementaux, accès au crédit, coût du matériel) et peuvent fluctuer d'une année à l'autre, ils ont surtout été analysés par moyenne de trois ans. Vu les différences de concepts possibles entre les systèmes statistiques canadien et américain, par exemple concernant l'inclusion ou non du cannabis dans les données, ce numéro de *BioClips* vise à présenter les tendances plus que les valeurs elles-mêmes.

LA CROISSANCE RELATIVE DES SOMMES INVESTIES A ÉTÉ PLUS ÉLEVÉE AU QUÉBEC

Entre les moyennes annuelles de 2012 à 2014 et de 2021 à 2023, les sommes totales investies dans l'agriculture et la transformation alimentaire se sont accrues de 136 % au Québec, de 66 % au Canada et de 42 % aux États-Unis.

Figure 1. Investissements dans l'ensemble de l'agriculture et de la transformation alimentaire au Québec, au Canada et aux États-Unis – moyennes annuelles de 2012-2014 à 2021-2023



Sources et signes conventionnels : se référer au tableau 1.

¹ Dans ce numéro de *BioClips*, l'agriculture et la transformation alimentaire ont été regroupées en raison de leur interdépendance. Au Québec, on estime que la transformation achète plus de 60 % de la valeur des recettes monétaires agricoles, tandis que près de 75 % des exportations internationales de produits bioalimentaires québécois sont des produits transformés.

² Selon le Fonds monétaire international, le PIB en dollars courants des États-Unis (27 358 G\$ US) était 12,8 fois plus important que celui du Canada (2 140 G\$ US) en 2023.

³ Dans ce numéro de *BioClips*, les données des États-Unis ont été converties en dollar canadien (\$ CA) à l'aide des taux de change nominaux de la Banque du Canada, à l'exception des données sur le PIB réel. Les données sur le PIB réel sont exprimées en dollars enchaînés de 2017. Elles sont présentées en devise nationale, en dollar canadien (\$ CA) pour le Canada et en dollar américain (\$ US) pour les États-Unis.

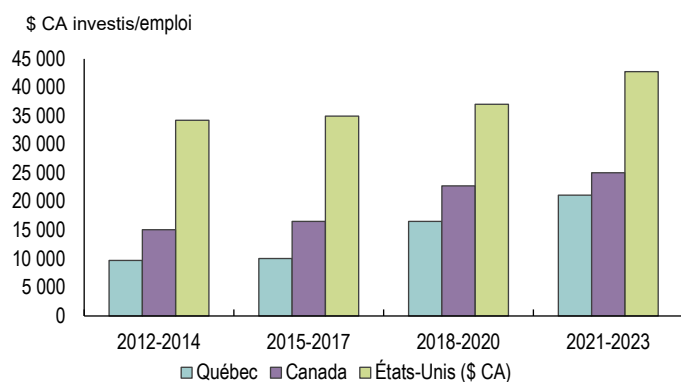
Entre ces mêmes périodes, le Québec a vu sa part du total des investissements au Canada passer de 14 % à 19 %. Ce résultat s'explique par la progression enregistrée en agriculture (de 10 % à 17 % du total canadien), alors que la part en transformation a peu bougé (de 24 % à 23 %).

LES INVESTISSEMENTS PAR EMPLOI ONT ÉTÉ PLUS ÉLEVÉS AUX ÉTATS-UNIS, MAIS LE QUÉBEC A RÉDUIT SON ÉCART

Depuis 2012, les investissements pour chaque emploi en agriculture et en transformation ont augmenté au Québec, au Canada et aux États-Unis, avec un écart favorable pour ces derniers (12 années sur 12). Durant la période 2021-2023, les investissements se sont élevés en moyenne à 21 173 \$ par année par emploi au Québec, soit 84 % de ceux au Canada (25 089 \$) et 50 % de ceux aux États-Unis (42 742 \$ CA). Le ratio du Québec s'est amélioré dans les dernières années, alors qu'il s'était établi à 64 % de celui du Canada et à 28 % de celui des États-Unis en moyenne annuelle de 2012 à 2014. Par ailleurs, dans les trois territoires, les sommes investies par emploi ont été plus élevées en agriculture qu'en transformation.

Notons que l'amélioration du Québec vis-à-vis des États-Unis est d'autant plus importante que le taux de change canadien s'est détérioré sur la période, passant de 1,00 à 0,74 (\$ US/\$ CA) de 2012 à 2023, favorisant les résultats américains convertis en devise canadienne.

Figure 2. Dollars investis par emploi (\$ CA/emploi) dans l'ensemble de l'agriculture et de la transformation alimentaire au Québec, au Canada et aux États-Unis – moyennes annuelles de 2012-2014 à 2021-2023



Sources et signes conventionnels : se référer au tableau 1.

Le Québec a mieux fait en transformation alimentaire. De 2021 à 2023, ses investissements annuels moyens par emploi (15 557 \$) ont atteint 95 % de ceux du Canada (16 414 \$) et 52 % de ceux des États-Unis (29 819 \$ CA), soit des résultats supérieurs à ceux obtenus en agriculture (ratios de 81 % du Canada et de 44 % des États-Unis).

COMME POUR LES SOMMES PAR EMPLOI, LES INVESTISSEMENTS PAR DOLLAR DE PIB RÉEL GÉNÉRÉ ONT ÉTÉ PLUS ÉLEVÉS AUX ÉTATS-UNIS, TANDIS QUE LE QUÉBEC A RÉDUIT SON ÉCART

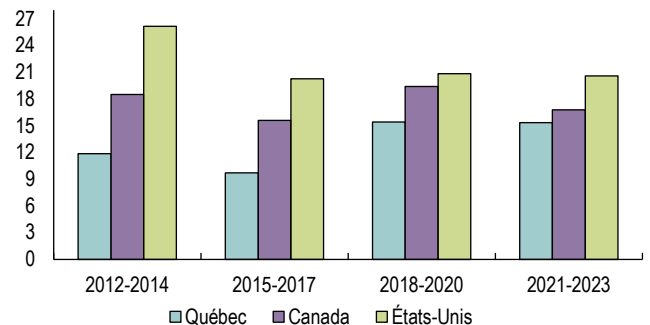
Pour chaque tranche de 100 \$ de PIB réel générée en agriculture et en transformation de 2021 à 2023, 15,4 \$ ont été investis au Québec (en dollars enchaînés de 2017), soit 91 % des sommes investies au Canada (16,8 \$) et 75 % de celles aux États-Unis (20,6 \$). Par rapport aux années 2012-2014, le Québec a toutefois réduit son écart relatif de près de 30 points de pourcentage vis-à-vis de ses deux voisins.

Depuis 2012, la part du PIB réel investi a été plus élevée aux États-Unis qu'au Canada pour 11 années sur 12 ainsi que sur toute la période par rapport au Québec. Les États-Unis ont également investi une part plus élevée de leur PIB réel en agriculture et en transformation pris

séparément, pratiquement toutes les années depuis 2012. Par ailleurs, la part investie a toujours été plus élevée en agriculture qu'en transformation dans les trois territoires.

Figure 3. Dollars investis par 100 \$ de PIB réel dans l'ensemble de l'agriculture et de la transformation alimentaire au Québec, au Canada et aux États-Unis – moyennes annuelles de 2012-2014 à 2021-2023

\$ investis/100 \$ de PIB réel (en dollars enchaînés de 2017)



Sources et signes conventionnels : se référer au tableau 1.

LE STOCK NET DE CAPITAL⁴ A PROGRESSÉ DAVANTAGE AUX ÉTATS-UNIS COMPARATIVEMENT AU QUÉBEC ET AU CANADA

Le stock net de capital en agriculture et en transformation, qui s'est élevé à 10,9 G\$ en moyenne au Québec de 2012 à 2014, a atteint 17,9 G\$ de 2021 à 2023, soit une hausse de 65 %, proche de celle au Canada (+69 %), mais en deçà de celle aux États-Unis (+91 %). Entre ces mêmes périodes, le Québec a à peu près maintenu sa part du stock net de capital canadien (à un peu plus de 17 %).

Tableau 2. Investissements, dollars investis par emploi et par 100 \$ de PIB réel et stock net de capital dans l'ensemble de l'agriculture et de la transformation alimentaire au Québec, au Canada et aux États-Unis – moyennes annuelles de 2012-2014 à 2021-2023

	2012-2014	2015-2017	2018-2020	2021-2023
Québec				
Investissements (M\$)	1 157	1 218	2 119	2 736
\$ investis/emploi	9 700	10 057	16 583	21 173
\$ investis*/100 \$ de PIB réel*	11,9	9,7	15,4	15,4
Stock net de capital (M\$)**	10 845	11 091	12 986	17 908
Canada				
Investissements (M\$)	8 517	9 078	13 060	14 164
\$ investis/emploi	15 124	16 572	22 798	25 089
\$ investis*/100 \$ de PIB réel*	18,5	15,6	19,4	16,8
Stock net de capital (M\$)**	61 662	70 795	82 693	104 128
États-Unis				
Investissements (M\$ CA)	97 752	105 760	116 055	138 639
\$ CA investis/emploi	34 244	34 993	37 107	42 742
\$ investis*/100 \$ de PIB réel*	26,2	20,3	20,9	20,6
Stock net de capital (M\$ CA)**	876 923	1 215 810	1 366 870	1 674 809

M\$: millions de dollars; * en dollars enchaînés de 2017, en devise nationale; ** en fin d'année.

Sources et signes conventionnels : se référer au tableau 1.

LES RÉSULTATS DU QUÉBEC SE SONT EN GÉNÉRAL AMÉLIORÉS

Dans les dernières années, des sommes majeures ont été investies en agriculture et en transformation alimentaire au Québec. Cela s'est reflété dans l'amélioration de ses résultats vis-à-vis de ses voisins, en termes de croissance des sommes investies, d'efforts d'investissements par emploi ou par dollar de PIB réel et de maintien de sa part du stock net de capital. Toutefois, le Québec est resté en deçà de ses concurrents pour certains indicateurs. Ainsi, vu les efforts d'investissements soutenus de ces derniers, en particulier des États-Unis, le Québec aurait avantage à poursuivre ses investissements dans les années à venir afin de maintenir ou d'améliorer sa position concurrentielle.

⁴ La relation entre les investissements et la compétitivité sur le plan des ventes passe par la variation du stock de capital et par la capacité de ce capital à générer des revenus. Le concept de stock net a pour objectif d'évaluer la capacité productrice du stock de

capital. La valeur du stock net d'une année donnée est censée refléter la valeur marchande ou la valeur économique des actifs constituant le stock de capital.